

La trahison de Tsipras : une proposition de capitulation est faite à la Troïka

Tsipras a transmis à la Troïka des propositions détaillées peu avant minuit hier :

<http://tendanceclaire.npa.free.fr/breve.php?id=13756>

Le gouvernement se plie complètement aux exigences des créanciers en vue d'obtenir 50 milliards sur 3 ans (dans le cadre d'un « troisième plan d'aide »), et reprend donc les propositions rejetées massivement par les grecs dimanche dernier. Il aggrave considérablement ses propositions du 22 juin dernier, puisque le plan d'austérité est évaluée à 13 milliards d'euros sur trois ans contre 8 milliards précédemment. Ces propositions ont été écrites en collaboration avec un groupe de technocrates français mandatés par le gouvernement français.

- La proposition prévoit un excédent primaire (avant paiement des intérêts de la dette) de 1% en 2015, 2 % en 2016, 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018
- la TVA est massivement augmentée. Le taux normal de TVA à 23% concernera également la restauration comme l'exigeait la Troïka. La décote dans les îles sera progressivement supprimée, ce qui constituait une ligne rouge pour ANEL, le parti de droite souverainiste qui participe au gouvernement
- sur les retraites, les dépenses seront réduites de 0,25 à 0,5% en 2015, 1% en 2016. Suppression des retraites anticipées, âge de départ à la retraite à 67 ans en 2022 (comme l'exige le FMI, alors que le gouvernement grec proposait jusqu'alors un passage en 2025), suppression du complément retraite pour les plus fragiles d'ici 2019, gel des retraites complémentaires jusqu'en 2021, hausse des cotisations santé des retraités
- les mesures frappant les plus riches et les capitalistes sont allégées par rapport à la dernière proposition grecque : le taux de l'impôt sur les sociétés passerait de 26% à 28% (et non 29%) comme l'exigeaient là aussi les créanciers
- les privatisations vont être amplifiées en 2016
- Tsipras ne fait de la résistance que sur la réduction des dépenses militaires (100 millions en 2015 et 200 millions en 2016), moindre que ce que demandent les créanciers (400 millions).
- Tsipras s'engage à nouveau à libéraliser les marchés des biens et services, à déréglementer certaines professions, à flexibiliser le marché du travail
- Il s'engage aussi à faire baisser la masse salariale dans la fonction publique en pourcentage du PIB, à accroître les inégalités salariales (« décompresser la distribution des salaires »), à recruter des managers pour mettre en place un nouveau management, une rémunération au mérite.
- Il s'engage à soumettre l'institut de statistiques à la tutelle des institutions européennes, alors même que ces institutions sont accusées d'avoir grossi le chiffre du déficit public pour justifier les plans d'austérité.

Comment Tsipras compte-t-il justifier une telle trahison ? Il compte négocier deux « concessions ». La première est une pure escroquerie : il s'agit d'un plan d'investissement de 35 milliards déjà promis par Juncker, et qui n'est en réalité que le déblocage des fonds structurels et agricoles actuellement bloqués par la commission européenne. La seconde concerne la restructuration de la dette. Alors que Samaras avait obtenu un allègement de la dette, tout indique que Tsipras serait prêt à se contenter d'un vague engagement à restructurer la dette. Concession en outre purement fictive et symbolique, puisque tout le monde sait que cette dette devra être restructurée... pour que les grecs puissent continuer à la payer. Le FMI estime que la dette devra être allégée de 30%.

Comme nous n'avons cessé de le répéter, le refus de Tsipras d'envisager toute rupture avec la Troïka et l'UE ne pouvait que déboucher sur la proposition d'un accord encore plus odieux qu'avant le référendum, car l'étranglement de l'économie grecque oblige Tsipras à tout céder.

Le combat s'engage contre le projet d'accord avec la Troïka

Sans surprise, le gouvernement français (associé à l'écriture des propositions de Tsipras) a accueilli très positivement les propositions grecques, et indique clairement que les Européens devront discuter d'une restructuration de la dette.

En revanche, la pilule va être dure à faire passer accepter par Syriza. Le parlement grec doit en discuter ce vendredi après midi, et chaque député devra se prononcer dans le cadre d'une procédure d'urgence.

Hier soir, le ministre de l'Énergie Panagiotis Lafanzanis, représentant de la plateforme de gauche, et le chef des Grecs Indépendants, Panos Kammenos, ont refusé de signer le projet de loi.

Dès cette nuit, la petite tendance communiste de Syriza (qui n'a pas de député) a dénoncé la trahison de Tsipras et appelle chaque député de Syriza à rejeter le texte :

<https://www.facebook.com/ProtobouliaGiaEnanEpanastatikoSyriza/posts/916510648388339>

Stathis Kouvelakis a également appelé cette nuit tous les députés de Syriza à rejeter le projet d'accord. Mais l'incertitude plane autour de l'attitude exacte des députés de la plateforme de gauche. Lafazanis lui-même refuse pour le moment de dire ce qu'il va voter. Si un nombre suffisant de députés de la gauche de Syriza s'opposent à l'accord, Tsipras pourra alors constituer une nouvelle majorité avec la droite pro-mémorandum, et la déclaration d'union nationale signée lundi (par Syriza, Anel, Potami, Pasok, Nouvelle Démocratie) pourra prendre alors tout son sens.

Six membres de la direction d'ADEDY (confédération syndicale des travailleurs du public) ont demandé une réunion immédiate du comité exécutif du syndicat, et appellent d'ores et déjà à la mobilisation vendredi, samedi, et dimanche. D'ores et déjà, un rassemblement est prévu aujourd'hui à Athènes à 19h30. Nous sommes pleinement solidaires des grecs qui se mobiliseront pour que leur vote de dimanche soit respecté.

Cet après-midi, devant les députés, Tsipras a mis tout son poids pour faire plier la gauche de Syriza : « *Soit nous continuons tous ensemble, soit nous tombons tous ensemble* » a-t-il dit, comme s'il n'y avait pas d'alternative à un accord avec la Troïka. De façon astucieuse, il veut pour l'instant éviter un vote sur sa proposition, et il demande aux députés une sorte de procuration pour aller défendre ce texte à l'Eurogroupe et au sommet de dimanche.

Mais la résistance se manifeste ouvertement à Syriza. Cinq membres de Syriza dont trois députés ont publié un communiqué disant notamment : « *A cette heure, le gouvernement peut et doit répondre au chantage des institutions en leur proposant le choix suivant : soit un programme sans nouvelle cure d'austérité, avec un financement et une réduction de la dette, soit une sortie de la zone euro et la suspension des paiements de la dette injuste et non viable* »

L'enjeu est très important. Il faut que des mobilisations se développent en Grèce et en Europe pour empêcher la conclusion d'un accord odieux ce week-end qui bafouerait le vote des Grecs de dimanche dernier.

Rupture immédiate des négociations avec la Troïka ! Non à tout accord avec la Troïka !

**Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque ! Émission d'une nouvelle monnaie inconvertible !
Contrôle des échanges extérieurs par les travailleurs/ses !**

Rupture anticapitaliste avec l'UE !

Nationalisation sous contrôle des travailleur/se-s des banques et des entreprises stratégiques !

Annulation de la dette publique !

Gaston Lefranc, vendredi 10 juillet 15h